

Mulroney refuse d'exclure Haïti du Sommet francophone

OTTAWA (PC, AFP) — Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney a refusé de se prononcer, hier, sur la question de savoir si le gouvernement haïtien devrait être exclu du Sommet des pays francophones qui aura lieu le mois prochain à Paris, parce que le régime du président Jean-Claude Duvalier est une dictature.

« Je refuse de discuter d'exclusion avant d'avoir pris connaissance de l'ordre du jour de la conférence et de la décision de ceux qui y participent », a répondu le premier ministre aux journalistes qui l'interrogeaient.

« J'ai été avisé, par exemple,

que certains pays qui devaient être présents n'y seraient pas et il y a également le contraire : ceux qui croyaient qu'ils ne pourraient y assister seront présents ».

Il n'a toutefois pas écarté la possibilité que la question haïtienne soit inscrite à l'ordre du jour (du Sommet) et dans ce cas-là, « nous nous ferons un plaisir d'en discuter ».

Une quarantaine de gouvernements dont ceux du Québec et du Nouveau-Brunswick, ont été invités à participer à ces assises qui se dérouleront du 17 au 19 février et au cours desquelles on pourrait voir l'émergence d'un Commonwealth des pays francophones.

D'autre part, mardi, à Haïti, l'évêque de la ville haïtienne de Jérémie (au sud-ouest du pays), Mgr Willie Romelus, a déclaré qu'« il faut un changement en profondeur en Haïti ».

Les citoyens censés doivent conjuguer leurs forces pour cette opération si délicate et si difficile, a dit l'évêque dans une déclaration faite à Radio-Soleil, radio de la Conférence épiscopale catholique d'Haïti.

Mgr Romelus commentait l'arrestation le 12 janvier dernier de sept personnes qui sortaient d'une église de la ville et qui ont été gardées à vue une journée. Les autorités les ont accusées d'être complices d'un appel à la grève générale par voie de tracts anonymes. Elles avaient été relâchées sur intervention de Mgr Romelus, sans avoir subi de sévices.

Depuis le début des manifestations populaires contre le gouvernement (violemment réprimées par les forces de l'ordre) le 28 novembre dernier, l'Église catholique a prudemment mais progressivement pris publiquement ses distances avec le régime contesté du président Duvalier. Elle a appuyé sans équivoque le mouvement des jeunes, déterminant dans l'ébranlement sans pareil du régime haïtien.

En fait, la crise que traverse le gouvernement haïtien est telle que les observateurs pensent qu'elle pourrait mettre en cause le pouvoir du président.